



Justice et injustices spatiales, Nanterre 2008

Justice et injustice spatiales: le cas du Brésil

Maricato Erminia, Professeur Titulaire et Chercheur, Laboratório de Habitação e Assentamentos Humanos de la Facultad d'Architecture et Urbanisme de l'Université de São Paulo (LabHab FAUUSP)

Sette Whitaker Ferreira João, Professeur Docteur et Chercheur, Laboratório de Habitação e Assentamentos Humanos de la Facultad d'Architecture et Urbanisme de l'Université de São Paulo (LabHab FAUUSP)

L'impact de la restructuration du système de production (selon David Harvey) des années 70 et de la "mondialisation", a été assez semblable dans le monde capitaliste: progrès technologique impactant les relations espace-temps, flexibilisation de la localisation du capital, précarisation du travail, fragilisation des syndicats et des partis politiques, recul de l'Etat et des politiques publiques, dérégulations, privatisations.

Mais les différences existent, non pas parce qu'il y a des "régions qui gagnent" (ou qui perdent) (selon Lipietz et Benko), mais surtout parce que dans les pays de la périphérie du capitalisme Selon Mike Davis, d'après les rapports de l'ONU, le monde s'est définitivement urbanisé à partir de 2005, comme le Brésil, cet impact s'est produit sur une société n'ayant jamais connu les bénéfices de l'Etat Providence, comme la sécurité sociale, le droit à la santé, à l'éducation, au logement. En ce qui concerne les relations entre société et territoire, l'avancée néolibérale a approfondi l'injustice spatiale dans un pays où l'urbanisation dépasse les 80%, et dont les 11 régions métropolitaines concentrent 80% de la pauvreté urbaine.

Les causes de cette injustice – qui se traduit spatialement par le fait que près de la moitié de la population urbaine vit dans l'informalité – sont liées aux processus structurels de la formation du pays: l'illégalité et la restriction du droit à la justice comme norme des relations du travail et des formes d'occupation de la terre. Les classes dominantes minoritaires ont toujours eu la mainmise sur les bénéfices des sauts de modernisation et de croissance économique, et maintenu une hégémonie absolue sur les relations politiques, traitant la sphère publique comme un bien privé et s'utilisant des relations de faveurs comme monnaie d'échange dans l'appareil de l'Etat. Les régimes dictatoriaux qui ont marqué le continent n'ont fait que consolider ce système.

L'offre de main-d'oeuvre bon marché a permis à ces pays leur insertion dans l'économie capitaliste au long du XX siècle. Ainsi, de meilleures conditions de vie pour la force de travail n'ont jamais orienté les politiques publiques. Les villes ont grandi au large des normes, les masses de travailleurs occupant les terres peu favorables à l'urbanisation, privées des services essentiels comme l'eau, les égouts, et soumises au risque d'épidémies, écroulements et inondations, en conséquence du manque absolu de politiques urbaines et de logement autres que celles destinées aux classes dominantes.

Lors des derniers 25 ans, alors que le monde s'est urbanisé, le recul des investissements publics préconisés par le Consensus de Washington, n'a fait qu'augmenter au Brésil l'inégalité spatiale. Dans les grandes villes, deux aspects seront l'objet de notre attention. D'abord, le fait qu'une nouvelle législation pour restreindre le droit à la propriété a été approuvée, grâce aux mouvements populaires urbains s'opposant à l'intense spéculation créée par la valorisation de l'immobilier. Mais son application est un défi, du à la difficulté d'affronter les forces hégémoniques, alors que des quartiers entiers continuent à être construits sans la présence de l'Etat, soumis à la violence du crime organisé. Deuxièmement, le fait que les pauvres, soit la majorité de la population des villes, exclus du marché immobilier privé et ignorés par les politiques publiques, finissent par s'établir informellement dans les seules régions qui restent: celles légalement protégées en raison de leur fragilité. Cela constitue un autre défi, face à l'antagonisme entre l'urbanisation des périphéries pauvres et la protection de l'environnement.